

# MILITANT COMMUNISTE



Numéro 17 - 1 €

Militant@militcom.org

Janvier Mai 2006

## SOMMAIRE

**LECONS DE LA LUTTE  
CONTRE LE CPE**

**APRES LA LUTTE....**

**Elections 2007- Pour une  
campagne commune des  
ML**

**La jeunesse ML s'exprime**

**Salut du canada**

**SUPPLEMENT :**  
° **Albanie : le PTA et  
l'internationale.**  
° **France : déclaration  
commune CMC-URCF**

**TCHAD**  
**Non à l'intervention de  
l'impérialisme français**

**SENEGAL**  
**Les méfaits de  
l'impérialisme**

**MAROC**  
**Soutien aux prisonniers  
politiques**

**48e CONGRES CGT : affir-  
mation d'un courant de  
lutte de classe**

**Ce bulletin est publié en direc-  
tion des militants communis-  
tes. Notre but n'est pas de  
créer un énième groupe pré-  
tendant détenir la légitimité  
communiste. Il est de contri-  
buer à l'unification des com-  
munistes en France à partir de  
leur idéologie commune le  
Marxisme Léninisme et de leur  
combat commun contre  
l'impérialisme, le capitalisme,  
le révisionnisme, le réfor-  
misme, le trotskisme et pour la  
révolution socialiste.**

**Notre but est de contribuer à la  
construction d'un seul et véri-  
table Parti Communiste.**

**Site Internet :**

**[www.militcom.org](http://www.militcom.org)**

## POUR PREPARER LES LUTTES A VENIR TIRONS LES LECONS DE LA LUTTE CONTRE LE CPE

### UNE BATAILLE GAGNEE CONTRE LA BOURGEOISIE...

Plus de deux mois de mobilisation, de grève, de blo-  
cage des établissements universitaires et des lycées, de  
conquête de l'opinion progressiste et de contingents im-  
portants des masses travailleuses, jusqu'à rassembler  
trois millions de manifestants dans les villes de France le  
28 mars et le 4 avril 2006, voilà ce que la jeunesse de ce  
pays a réussi à construire pour faire reculer le pouvoir chi-  
raquien au point de lui faire retirer une loi concoctée à  
l'instigation du MEDEF et votée par le parlement bour-  
geois ! C'EST DU JAMAIS VU, C'EST INDISPUTABLEMENT  
UNE VICTOIRE.

Le retrait du CPE est une victoire pour l'ensemble des tra-  
vailleurs pour qui cette nouvelle loi de précarisation aurait  
constitué une aggravation des pressions patronales sur les  
conditions d'emploi et sur les salaires.

Après la victoire du NON au référendum sur le Traité  
Constitutionnel Européen le 29 mai 2005, c'est la  
deuxième victoire à l'actif du camp du peuple significative  
du renforcement de ce camp et la deuxième défaite pour  
le pouvoir politique bourgeois.

Ces victoires montrent le potentiel formidable de lutte de  
classe qui existe en France et qui peut être aujourd'hui di-  
rigé dans le sens du combat anticapitaliste.

Elles confirment QUE L'OPPOSITION POPULAIRE AUX  
MESURES REACTIONNAIRES DE LA BOURGEOISIE  
GRANDIT, SE RADICALISE ET PEUT FAIRE RECULER LE  
POUVOIR CAPITALISTE.

### ...MAIS PAS LA GUERRE

Certains, y compris dans les rangs des marxistes léninis-  
tes, amplifient la victoire sur le CPE, se laissant aller à  
l'autosatisfaction, à la congratulation générale, se donnant  
ainsi le bonheur passager d'avoir gagné, eux aussi, en  
même temps que tous les protagonistes du mouvement.

Outre qu'ils se mystifient eux-mêmes et par la même occasion le peuple, ils oublient ou mettent entre parenthèses deux choses :

**LA PREMIERE** c'est qu'en focalisant sur le CPE, et en décrétant la victoire après son retrait, toutes les autres dispositions qui organisent la précarité restent en place.

Ainsi en est-il pour le CNE pourtant dénoncé comme le CPE dans les manifestations. Ainsi en est-il pour l'ensemble de la loi provocatrice « sur l'égalité des chances », baptisée ainsi par dérision, dont une partie du mouvement anti-CPE demandait également l'abrogation, et qui contient en outre le droit d'exploiter les jeunes à partir de 14 ans.

De même, tout l'arsenal des dispositifs du travail précaire : intérim, CJE, CIVIS, CDD, Contrat d'apprentissage, alternance formation/entreprise. Tout cela reste intact, et on a maintenant le CTP pour « l'accès des jeunes à la vie active en entreprise ». !

Les plus conscients, dans la jeunesse et chez les travailleurs savent que la précarité va se développer sous des formes nouvelles et diverses. Ils savent aussi que même un CDI, ce n'est pas la garantie de l'emploi, et qu'ils n'échapperont pas à l'incertitude de l'emploi et au chômage tant que le patronat dirigera la société.

L'absence d'une grande fête collective à l'annonce du retrait du CPE est révélatrice de la lucidité des jeunes sur leur avenir, avec ou sans CPE.

### **RETOMBEES POLITIQUES AU PROFIT DES FORCES BOURGEOISES REFORMISTES**

**LA DEUXIEME**, c'est que, en absence de prolongement du mouvement sur des bases anticapitalistes révolutionnaires, la lutte et la victoire contre le CPE vont être mises à profit par les forces réformistes syndicales et politiques qui, de fait, avaient établi depuis le début, en échange

de leur soutien au mouvement de la jeunesse, leur hégémonie sur le mouvement. Les centrales syndicales d'abord. Tous leurs dirigeants auront tiré leur épingle du jeu et redoré leur blason.

Vis-à-vis du gouvernement et du patronat, d'abord, ils auront gagné en considération en montrant leur capacité à maintenir un mouvement d'ensemble dans les limites de l'ordre bourgeois et en particulier en empêchant la grève générale. Mieux qu'en MAI 68 !

Vis-à-vis de leur base, ils pourront se prévaloir d'avoir fait « ce qui était possible », sans recourir à la grève générale, et avec une victoire à la clé ! Et vive le syndicalisme rassemblé !

Le premier à encaisser les dividendes de cette stratégie d'accompagnement contrôlé est B. Thibaut. Confronté à une opposition de lutte de classe grandissante au sein de la CGT, il se présente à son 48ème congrès comme le tombeur du CPE pour se faire plébisciter et faire passer ses réformes structurelles réactionnaires.

Chez les partis politiques réformistes de la gauche électorale, ce mouvement aura permis d'affaiblir la droite et de ramener vers la gauche une partie de ses électeurs dans la perspective des élections de 2007.

### **CONSTRUIRE LE CAMP REVOLUTIONNAIRE ET SON AVANT-GARDE MARXISTE- LENINISTE.**

Se contenter de louer le mouvement et ne pas démasquer les parasites réformistes qui le dévoient vers la conciliation des classes et soumettre la lutte de classe au jeu de l'alternance électorale, cela revient en définitive à ramer pour eux.

Travailler à l'unité dans la lutte afin de développer le rapport de force est nécessaire, **mais insuffisant et sans lendemain si les forces communistes ne font pas en même temps un intense travail d'explication politique à l'intérieur du mouvement pour gagner au combat révolutionnaire anti-**

**capitaliste sa fraction la plus radicale et pour l'organiser.**

Or nous devons malheureusement constater que cette fois encore, ce travail n'a été mené -au mieux- que de manière embryonnaire, en raison de la sous-estimation de cette tâche fondamentale (souvent opposée à la nécessité de la liaison avec les masses) mais aussi en raison de la dispersion des faibles forces marxistes-léninistes organisées, incapables de ce fait de dépasser les méthodes artisanales d'intervention et de mener les tâches d'une organisation communiste unique et centralisée.

En dépit de ces faiblesses, de nouvelles forces communistes marxistes-léninistes en particulier constituées de jeunes se sont organisées ou fortifiées dans le feu de la lutte contre le CPE. Ces forces nouvelles n'ont que faire des vieilles divisions héritées du passé et veulent l'union des communistes sur la base du marxisme-

léninisme. Elles ont le soutien politique total du Collectif Militant Communiste.

Clairement, nous les appelons à agir activement avec le CMC pour qu'avance concrètement et rapidement le processus d'unification des communistes marxistes-léninistes dans un seul parti.

**LE PEUPLE DE FRANCE S'EST ENGAGE DANS LA VOIE DU COMBAT FRONTAL AVEC LA BOURGEOISIE.**

**POUR QUE CE COMBAT NE SOIT PAS DEVOYE, IL FAUT DETRUIRE L'HEGEMONIE DU REFORMISME !**

**CELA PASSE PAR L'EDIFICATION DE L'AVANT-GARDE UNIFIEE DE LA CLASSE OUVRIERE, LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE.**

CMC  
Avril 2006

## **APRES LA LUTTE : REFLEXIONS D'UN CAMARADE SUR L'UNITE**

Le « 12 » ce numéro unique pour faire appel aux renseignements téléphoniques n'existe plus. Nous avons, depuis, si j'ai bien compris 24 services différents pour obtenir le même renseignement. S'y retrouver pour obtenir le meilleur service au meilleur prix c'est pas gagné, mais concurrence et libéralisation, toujours plus poussées du marché oblige. Enfin, c'est un effet du capitalisme !

Et bien les organisations se revendiquant du marxisme-léninisme se trouvent dans une situation analogue, une ribambelle de militants dispersés dans un certain nombre de groupes en concurrence dans la lutte politique, avec la prétention d'être le parti communiste ou de le devenir. Tout cela apparaît très confus, très flou même pour les plus jeunes qui depuis deux mois se sont éveillés à la lutte. Vous me direz ils ont le choix !

Pour ma part pour avoir distribué pendant les manifestations anti-CPE le tract commun signé de six organisations, je pense que la portée d'un tract commun a une grande signification pour les militants et sympathisants de ces organisations qui aspirent à l'unité des ML, et entraîne la question tout à fait logique de ceux qui reçoivent le tract : « si vous êtes d'accord pourquoi n'y a-t-il pas une seule organisation ? » Réflexion de bon sens.

Je ne prétends pas résoudre ici ce problème mais simplement donner selon moi, l'une des causes subjectives de cette division. Toutes les organisations (à des degrés divers) ont dans leurs rangs des camarades ayant vécu la période relativement prospère du

capitalisme (les « trente glorieuses », merci l'impérialisme français au passage !), et pour lesquels la révolution reste un objectif lointain et un idéal alors qu'elle est aujourd'hui posée par la lutte des classes !

Je ne leur jette pas la pierre, je ne mets pas en doute la sincérité de leurs convictions, mais ils ne voient pas que l'unification des ML dans un seul parti devrait être l'objectif principal de leur activité politique et que ne pas s'atteler à cette tâche c'est par les temps qui courent, laisser la classe ouvrière désarmée face à son ennemi de classe.

Et si pour le moment la classe ouvrière, dominée par les organisations réformistes, n'a pas été la force dirigeante des combats de la jeunesse, l'aggravation des contradictions du système capitaliste ne peut qu'entraîner sa révolte et alors elle balayera tous ces « communistes » des « *clubs de discussion petit-bourgeois sans solution concrète pour construire le parti et parvenir à la révolution* »

## ELECTIONS 2007 – POUR UNE CAMPAGNE COMMUNE DES ML

### Elections en 2007 Les communistes doivent définir une ligne et des mots d'ordre communs pour mener une campagne commune

Les élections présidentielles de 2007 font, déjà (!), parti de l'actualité.

Les partis, à gauche comme à droite, élaborent leurs plans, manœuvrent et alimentent les spéculations sur leurs alliances et sur l'identité de leurs candidats.

L'attention de l'opinion publique sera de plus en plus dirigée vers cette échéance et celle des législatives, créant une situation politique devant laquelle les communistes devront se positionner et mener une campagne politique en direction de la classe ouvrière et des couches populaires.

Cet article a pour objet de donner les éléments de réflexion sur cette question susceptibles d'amener les organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme à rechercher et à apporter des réponses communes en terme de ligne et de mots d'ordre.

L'attitude des communistes à l'égard des élections organisées sous la dictature de la bourgeoisie repose d'abord sur des bases théoriques issues du matérialisme histori-

que. Selon ces fondements, la tâche stratégique qui doit guider tout parti communiste est la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés et l'établissement de la dictature du prolétariat.

Cette tâche nécessite la révolution, c'est-à-dire le renversement et la destruction de l'Etat bourgeois. Tout parti qui n'a pas, qui a abandonné, ou qui « oublie » dans la pratique cet objectif n'est pas ou n'est plus un Parti communiste, c'est un parti social-démocrate, révisionniste, réformiste quelle que puisse être sa composition ouvrière ou son influence sur les travailleurs !

Lénine a exposé et argumenté ces principes fondamentaux de toute révolution dans ses ouvrages *L'Etat et la Révolution* et *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* <sup>1</sup>

La position des communistes par rapport aux élections sous le régime bourgeois ne relève pas de la stratégie, elle doit servir la stratégie. Cela veut dire concrètement de deux choses l'une : **Ou bien** l'intervention communiste, sous une forme ou une autre, permet d'avancer vers l'objectif stratégique **ou bien** elle s'en éloigne.

<sup>1</sup> On peut se procurer ces ouvrages en écrivant à militant@militcom.org

La décision d'intervenir sous une forme ou une autre dans une élection : présentation de candidats, appel à voter pour un candidat non communiste, vote blanc, abstention, boycott... dépend de la réponse à cette question. C'est un choix tactique non fixé d'avance.

Les camarades qui pensent que la position devant une élection ne peut être que le boycott ou l'abstention, que jamais, en aucune circonstance, il ne faut participer aux élections ont tort. Ce point de vue dogmatique, Lénine en a fait la critique dans *La maladie infantile du communisme, le gauchisme*.

Ceux qui à l'opposé, font de leur participation aux élections le but de leur pratique politique, ceux-là sont des opportunistes droitiers, des sociaux-démocrates.

Pour définir une tactique à adopter lors d'une élection, il faut analyser scientifiquement la situation concrète sous tous ses aspects généraux et particuliers, objectifs et subjectifs : situation économique, sociale et politique, état des contradictions, niveau de conscience et de combativité de la classe ouvrière et des masses, situation du mouvement communiste.....

C'est seulement ainsi, en procédant scientifiquement, que l'on peut éviter de commettre des erreurs gauchistes ou opportunistes.

Dans le N° 12 de *Militant Communiste* nous avons argumenté pourquoi il fallait appeler à boycotter les élections parlementaires européennes de juin 2004 et pourquoi il fallait appeler à voter NON au référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel européen. Rappelons les raisons respectives de ces choix :

En juin 2004, il s'agissait d'élire les députés au parlement européen dans un contexte où les bourgeoisies européennes affichaient clairement leur volonté d'une Europe politique renforcée dont le parle-

ment constituerait la façade « démocratique ». Le fait même d'aller voter conférait à ce parlement une légitimité et répondait aux vœux des bourgeois. Les communistes devaient donc appeler à boycotter ces élections.

En mai 2005, la question était en fait « voulez-vous renforcer le bloc impérialiste européen en le dotant d'une constitution ultra-libérale ». Un vote positif aurait donné à la bourgeoisie des moyens légaux plus efficaces pour exploiter et opprimer davantage les classes ouvrières et les peuples. Sans diffuser d'illusions sur les possibilités qu'ont les bourgeoisies de contourner la volonté exprimée dans les urnes, il fallait appeler à voter NON.

Quelle peut être la position des communistes face aux présidentielles de 2007 ?

Les présidentielles, suivies des législatives, imposent aux organisations qui se réclament du ML de se positionner.

On peut déjà sans trop se tromper déceler certaines tendances. Certaines sont favorables à un mot d'ordre de boycott, d'autres souhaiteraient un candidat PCF qui, dans la logique du NON du 29 mai, s'engagerait à ne pas appeler à voter PS au second tour. Une autre s'accommoderait d'une candidature républicaine, laïque, anti-européenne excluant le PCF euro-constructeur. Enfin une dernière verrait d'un bon oeil un candidat anti-libéral issu des comités du 29 mai ou du mouvement social.

Le Collectif Militant Communiste considère que les organisations communistes ml, comme elles ont su le faire pour le 29 mai 2005, peuvent et doivent rechercher et trouver une position commune. Position commune qui doit résulter de la volonté d'exercer en commun leurs capacités d'analyse.

**Nous croyons qu'il est possible d'élaborer une ligne commune pour**

mener une campagne commune. Nous proposons le plan de travail suivant réparti sur une période approximative d'un an :

- 1) Etude de la théorie ML sur la question des élections sous la dictature de la bourgeoisie.
  - 2) Etude de l'expérience historique de l'utilisation des élections par les communistes.
  - 3) Analyse de la situation concrète au début de l'année 2007.
  - 4) La ligne tactique à suivre
- Chaque étape de ce travail étant concrétisée par un réunion bilan, cela

fait 4 réunions d'ici les échéances électorales.

Non seulement ce travail permettrait de mener le débat idéologique sur une question concrète associant théorie et pratique, mais aussi à la fin de ce processus de définir une campagne politique commune fondée sur les points d'accords dégagés, seule possibilité pour les communistes ml d'exister politiquement en tant que seule force politique défendant les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

## **LA JEUNESSE MARXISTE LENINISTE S'EXPRIME**

« Vous me demandez ce qui me pousse à l'action ? C'est la volonté de me trouver au coeur de toutes les révoltes contre l'humiliation, c'est d'être présent, toujours et partout, chez les humiliés en armes » - Ernesto "Che" Guevara-

**Nous sommes les Jeunes Communistes Marxistes Léninistes Albigeois (JCMLA).**

Nous sommes révoltés contre l'ordre capitaliste, l'ordre des profiteurs et des assassins, l'ordre des pollueurs qui nous amènent à l'extinction de l'espèce humaine et nous cherchons comment utiliser cette révolte pour l'abattre. Si nous nous parons, pendant les manifestations et les actions auxquelles nous participons, du drapeau soviétique c'est que nous nous réclamons de la révolution qui a conduit à l'établissement de l'URSS et a celles qui s'en sont inspirées pour combattre le capitalisme impérialiste qui chaque jour un peu plus, opprime, tue et viole les droits les plus sacrés des hommes. Nous ne sommes pas une autre organisation proclamant devenir LE parti, nous ne nous en réclamons d'aucune. Nous nous organisons seulement au niveau local pour avoir les meilleurs résultats possibles à nos actions compte tenu du contexte de division où sont les marxistes-léninistes aujourd'hui et pour créer avec tous les révolutionnaires le parti de demain et nous fondre dans celui-ci.

Nous refusons la ligne du Parti "Communiste" Français, renégat à la cause communiste qui cocufie ses membres en leur présentant les élections et le réformisme comme la solution ultime... La social-démocratie ne saurait être une solution valable .

Nous rejetons la pensée de Trotski qui n'est qu'un amas d'opportunisme et d'autosuffisance de ce personnage qui a cherché toute sa vie à tromper et qui a réussi à tromper des militants révolutionnaires sincères... Pervertir la révolution n'est pas une voie valable non plus. Nous ne voulons plus que des révolutionnaires sincères soient trompés par les marionnettes du Capital.

Nous proposons une alternative communiste et révolutionnaire : le marxisme-léninisme, la seule théorie qui a permis les révolutions communistes dans le monde lorsqu'elle fut appliquée sans dogmatisme...

Pour nous être marxistes-léninistes c'est être révolutionnaires car en accord avec cette réflexion : « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. » (Lé-  
nine)

Nous ne considérons pas que des militants ne doivent être que de simples distributeurs de tracts et colleurs d'affiches au seul bénéfice de leurs leaders qui, lorsqu'ils les consi-  
dèrent, les voient comme des bulletins de vote doués de parole.

Nous essayons, dans la mesure de nos moyens, de mettre en place une éducation poli-  
tique pour avoir une base théorique pour faire avancer la cause de la révolution chez  
tous les révolutionnaires. A notre niveau, nous essayons aussi de lutter pour unir les  
jeunes (et les moins jeunes) marxistes-léninistes en France afin de créer un parti  
communiste véritablement révolutionnaire.

Site des JCMLA : <http://jcmlalbi.over-blog.org/>

## **CORRESPONDANCE : SALUT DE CAMARADES CANADIENS**

*Bonjour,*

*la présente a pour objet de vous féliciter pour votre excellent travail révolutionnaire et  
tenons à vous encourager à continuer car vous êtes vraiment sur la bonne voie! Sa-  
chez que nous lisons régulièrement les publications de Militant Communiste à partir  
votre site internet. Nous nous permettons même, sans vouloir vous vexer, de les faire  
imprimer et ce en plusieurs copies à des fins de distribution et nous devons vous  
avouer qu'il se vend très bien. Son contenu doit être vigoureusement intéressant et  
surtout très pertinent! Rien à avoir à ce que l'on peut voir dans les journaux ou à la  
télé! Le contraire nous étonnerait. Nous savons que vous travaillez conjointement et  
ardemment à réaliser l'unité des formations Marxistes-Léninistes dans votre pays. Où  
en êtes vous à sujet ? Aux dernières nouvelles, tout semblait être bien parti. Est-ce  
que votre travail à cette fin porte toujours fruit ? En ce qui nous concerne, c'est ce que  
nous espérons de tout cœur.*

*Quant à nous au Canada, nous n'avons pas cette chance d'avoir autant d'organisations  
marxistes-léninistes au pays. Nous ne savons même pas s'il y en a une qui soit vrai-  
ment crédible alors nous sommes contents pour vous que vous essayez de vous orga-  
niser afin de vous unir cordialement. Ce sera sans doute à l'avantage de la révolution  
prolétarienne dans votre pays. Nous sommes convaincus que vos efforts ne seront pas  
vains. Nous vous souhaitons la meilleure des chances dans ce sens! (...)*

*Au plaisir de vous relire!*

*Merci et félicitations encore une fois! À bientôt!*

*Salutations Communistes!*

## **ALBANIE : LE PTA SUR LA QUESTION DE L'INTERNATIONALE**

**Nous publions en annexe de ce bulletin, une importante intervention du se-  
crétaire général du PTA à la réunion internationaliste de Bruxelles, sur la né-  
cessité et le rôle d'une internationale communiste aujourd'hui.**

## TCHAD : NON A L'INTERVENTION DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

### Tchad : L'Action du Tchad pour l'Unité et le Socialisme (ACTUS) condamne l'intervention militaire française qui sauve le régime dictatorial du Président I. Déby.

L'Action du Tchad pour l'Unité et le Socialisme (ACTUS) condamne avec force l'intervention de l'Armée française aux côtés des forces gouvernementales pour combattre les forces de l'opposition armée du SCUD et du RPJ.

Dans un communiqué de presse du 22 mars, le leader du SCUD Yaya Djero accuse sans détours les forces aériennes françaises d'avoir transporté sur le théâtre des opérations « tout le matériel militaire et les troupes » gouvernementales tchadiennes tandis que « des avions de surveillance » français suivaient « en direct les déplacements des troupes du Scud ». Toujours selon ce communiqué, Idriss Déby a « préparé son offensive de bout en bout avec l'appui actif de l'ambassadeur de France et grâce à la logistique de l'opération Epervier au Tchad », « les hélicoptères français n'ont cessé de faire des navettes incessantes entre Abéché, Adré et les champs de bataille, fournissant hommes et matériel aux forces gouvernementales. Déby a été escorté par l'armée française, dans un avion français à Farchana ; de Farchana, c'est dans un avion français qu'il a été ramené à Abéché dans la soirée du 20 mars »...

**Selon la dépêche de l'AFP, le 14 mars dernier, c'est sous bonne escorte de l'Armée française que le Général-Président Idriss Déby Itno a regagné le palais rose, à son retour précipité de Guinée-Equatoriale où lui avait été communiqués des renseignements sur le coup d'état en préparation.**

Cette n-ième intervention des troupes coloniales françaises pour soutenir les dictateurs en Afrique et au Tchad jette de

l'opprobre sur un pays qui prétend défendre la démocratie et les droits de l'Homme dans le Monde.

Le régime du Général-Président Idriss Déby Itno est responsable de l'assassinat de plus de 25000 tchadiens en 16 ans de dictature selon les rapports des associations des Droits de l'Homme.

Jamais de mémoire de tchadien, le pays n'a connu un tel niveau de misère : le Président et son régime se sont spécialisés dans les détournements systématiques des deniers publics.

Le Tchad occupe la 173ème place sur 177 pays selon le classement 2005 IDH du PNUD et la première place pour la corruption selon le rapport de Transparency International 2005.

Les hôpitaux manquent cruellement des médicaments et sont devenus de véritables mouroirs, les fonctionnaires totalisent plus de 24 mois d'arriérés de salaires, aucune infrastructure n'est construite. Le pays sombre dans l'abîme.

Le pays ne manque pourtant pas de ressources. En effet, la vente du pétrole depuis 2003 a rapporté au Tchad 306 millions de dollars de recettes brutes et le pays avait exporté pour 118 millions de barils exportés selon le rapport de la Banque mondiale de septembre 2005. Rien que pour la première année de vente de pétrole, le pays a engrangé plus de 103 millions de dollars selon la BEAC, Banque des Etats de l'Afrique Centrale.

Dans les années 90, la presse internationale et le Canard enchaîné ont abondamment fait l'écho des activités délictueuses et de délinquance financière du Général-Président Idriss Déby Itno. Ce

dernier qui s'était converti en narcotrafiquant et spécialiste de la contre-façon des dollars de barhein.

En 16 ans de règne, le Général-Président Idriss Déby Itno n'a remporté démocratiquement aucune élection. Les Présidentielles de 1996 et 2001 ont été confisquées grâce aux hold-up électoraux supervisés par le spécialiste de fraudes électorales, agent de l'impérialisme français (la Françafrique), Monsieur Grand Eson (Cf. Ouvrages, « noir silence, qui arrêtera la Françafrique » de François-Xavier Verschave, Éditions les arènes, Paris 2000 et « Noir Procès » de François-Xavier Verschave et Laurent Beccaria, Éditions les arènes, Paris 2001).

La France a ainsi consacré « démocratiquement » le sacre et la dictature du Général-Président Idriss Déby Itno au Peuple tchadien.

D'autres sources indépendantes comme celle du Pasteur suisse, Roland Hammel, dans son témoignage : « Tchad : sait-on vraiment ce qui se passe ? » dans l'hebdomadaire Jeune Afrique N°1855 du 24 au 30 Juillet 1996, mérite d'être lu. Son récit suscite de la répugnance et corrobore cette thèse de crime contre l'humanité dont est coupable le Général-Président Idriss Déby Itno avec le soutien inconditionnel de la France.

Que trouve la France de vital en cet Homme responsable de crimes contre l'Humanité au point de faire son apologie par un soutien financier, militaire et diplomatique depuis 16 ans ?

Pus de 25000 tchadiens assassinés par ce dictateur sembleraient insuffisants aux yeux de la France. Quels seraient alors la comptabilité macabre et le quota minimum secret des morts tchadiens que se serait fixé la France ? Quand la France se décidera de retirer le loup qu'elle avait introduit dans la bergerie depuis décembre 1989?

**La France se souvient-elle encore de ces jeunes tchadiens, arrachés de leur Continent, enrôlés de force dans l'armée coloniale pour libérer l'hexagone de l'occupation nazie ? Ces jeunes aujourd'hui âgés et malades pour la plupart, s'étaient héroïquement battus, voire ont servi de chair à canon. Aujourd'hui, ils subissent le racisme et ne bénéficient d'aucune gratitude de la France dans leurs villages africains.**

**Les descendants de ces braves chairs à canons sont-ils devenus si dangereux et ennemis de la France à tel point qu'il faille organiser leur extermination préventive et systématique par ces dictateurs de la Françafrique?**

La prolifération des mouvements armés sur l'étendu du territoire tchadien témoigne si besoin est, de la révolte populaire des populations qui luttent pour se débarrasser de la tyrannie. Ce droit des Peuples à l'autodétermination et à lutter contre toutes les formes d'oppression y compris par la lutte armée est reconnue par la déclaration d'Alger de 1976.

Déjà en 1940, le Peuple français s'était rebellé pour se libérer de l'occupation nazie. Le Peuple tchadien a aussi le droit et le devoir de combattre les armes à la main pour se libérer du régime fasciste du Général-Président Idriss Déby Itno.

Le déni de démocratie et de la lutte pour les libertés au Peuple tchadien dont la France fait montre, n'aurait qu'une seule explication : celle du racisme anti-noir comme vient de le confirmer le rapport de la commission consultative contre le racisme, remis le 23 mars 2006 au Premier Ministre français. Ce rapport indique que 1 français sur 3 se déclare ouvertement raciste. Dans le subconscient collectif de l'Homme blanc et particulièrement des dirigeants politiques français, le noir reste un Sous-Homme à qui les droits de l'Homme sont inapplicables !

L'esprit du bon vieux complexe de supériorité de l'Homme blanc civilisé face aux

sauvages noirs qu'il faudrait civiliser et humaniser persiste de nos jours. Cet héritage culturel est une continuité du projet d'arrêté 2 Messidor an X (9 août 1777) de l'Empereur Napoléon Bonaparte et des discours de Jules Ferry devant l'Assemblée nationale le 28 juillet 1885 qui disait : « Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures ».

### **L'Action du Tchad pour l'Unité et le Socialisme (ACTUS) :**

Condamne avec force l'intervention et le soutien inconditionnel de la France au régime criminel du Général-Président Idriss Déby Itno.

Exige la fermeture immédiate et sans conditions des bases militaires françaises au Tchad et en Afrique. En effet, elles sont néfastes pour la démocratie, contre les intérêts des Peuples et leur rôle essentiel est de protéger les dictateurs, de briser les luttes d'émancipation des Peuples contre la domination de l'impérialisme français, la Françafrique.

Lance un appel solennel aux masses populaires tchadiennes de passer à l'étape supérieure de l'insurrection générale et généralisée afin d'anéantir le pouvoir criminel du Général-Président Idriss Déby Itno.

Lance un ultime appel à l'union d'action de l'opposition plurielle pour la bataille décisive et finale contre la dictature.

Appelle tous les officiers et soldats de l'Armée résiduelle tchadienne à désertier massivement pour rejoindre leurs frères d'armes qui ont rejoint les forces de l'opposition. L'insurrection générale exige aussi votre participation.

Soutient la lutte héroïque de tous les combattants des mouvements politico-militaires qui se battent les armes à la main contre la tyrannie

Rend hommage aux combattants du SCUD et du RPJ, tombés sur le champ d'honneur et de bataille lors des combats du 20 mars 2006 à l'Est.

Demande à la communauté internationale (UA, ONU, UE et aux pays amis du Tchad, d'exercer des fortes pressions par des sanctions à l'encontre du Général-Président Idriss Déby Itno (véritable obstacle à la paix) en le contraignant d'accepter l'organisation d'une Conférence de paix globale et sans exclusive. Une telle proposition de paix a été déjà formulée par les Partis d'opposition, les politico-militaires et la Société civile depuis plus d'une décennie.

Toute tentative et/ou tout subterfuge visant à maintenir au pouvoir le Général-Président Idriss Déby Itno en dépit de ses crimes contre l'humanité seront voués à l'échec. Ces manœuvres dilatoires ne feront que galvaniser la détermination du Peuple tchadien pour la lutte armée jusqu'à la victoire finale, en l'occurrence la mise hors d'état de nuire le Général-Président Idriss Déby Itno.

Les masses populaires tchadiennes n'auraient pas d'autres alternatives que celle de la lutte armée si le dictateur s'obstine à refuser la tenue d'une Conférence de paix globale et sans exclusive.

### **Pour l'Action du Tchad pour l'Unité et le Socialisme (ACTUS)**

**Le Secrétaire Général**

**Dr LEY- NGARDIGAL Djimadoum**

[actus@club-internet.fr](mailto:actus@club-internet.fr)

00 33(0)6 29 97 25 71

## SENEGAL- LES MEFAITS DE L'IMPERIALISME

### RASSEMBLEMENT DES TRAVAILLEURS AFRICAINS-SENEGAL

Comité d'Organisation Pour le Parti  
( RTA-S / COP)

BP: 13.725 Grand-Yoff ; Tél. 827.15.79 /  
643.90.68 /558.43.19

[www.rtasenegal.org](http://www.rtasenegal.org)

E-mail: [rtas@rtasenegal.org](mailto:rtas@rtasenegal.org)

### Le pays est pris en otage

*Notre pays vit des heures sombres. Pendant deux semaines, la menace du manque de carburant (gasoil, essence, diesel...) a plané sur sa distribution, faisant souffler un vent de panique. Des files d'automobiles, à Dakar, ont envahi des stations service.*

*L'électricité a connu des ruptures dans son approvisionnement par la Senelec. Les services marchent au ralenti, d'autres sont à l'arrêt. Les ménages connaissent des problèmes de conservation de leurs denrées périssables, les élèves et étudiants ont du mal à étudier.*

*Malgré tout, le gouvernement reste figé dans son attitude de duplicité faite de dénégation et d'affirmation. Une posture de fuite en avant dictée par un souci politicien et électoraliste : ne pas perdre la face et donner l'impression d'être maître de la situation. On ne compte plus les contradictions et paradoxes dans le discours des autorités ministérielles et présidentielles de ce pays.*

### Mais pourquoi la Senelec ne fournit plus le courant ?

Dans son communiqué d'excuses aux clients publié à travers les organes de presse, la Senelec évoque deux raisons qui sont à l'origine de ces coupures intempestives :

- 1- l'arrêt accidentel, depuis le 26 décembre 05 d'une centrale électrique privée de 50 mégawatt (MW) de puissance ;
- 2- l'arrêt des livraisons de diesel oil par les pétroliers qui a entraîné l'arrêt d'unités de production dans les centrales de 74 MW de puissance: turbine à gasoil de Bel Air (30MW), Centrale Aggreko (40MW), Centrale Diesel de Bel Air (04 MW).

Tout cela occasionnant, selon le communiqué, une puissance à l'arrêt de 124 MW, portant le déficit de la production à 80 MW. Voilà en gros les raisons évoquées qui seraient à l'origine de la situa-

tion vécue par les populations, avec les coupures de courant.

Mais à y regarder de près, on se rend compte que la raison essentielle réside dans l'arrêt de la fourniture par les pétroliers des produits nécessaires au fonctionnement des turbines. Ce qui le prouve, c'est que ce facteur correspond aux 74 MW du total déficit de la production (80 MW) ; l'arrêt de la centrale privée (GTI) n'étant que de 6 MW sur le déficit total.

**Cela signifie clairement que n'eût été l'arrêt de la fourniture par la Sar des produits nécessaires, la Senelec ne connaîtrait pas un tel déficit entraînant des délestages aussi intempestifs et prolongés.**

Une telle situation de dépendance de la Senelec vis-à-vis de la Sar est à la fois dangereuse et inadmissible pour un secteur aussi vital, aussi stratégique pour l'économie d'un pays, pour la sécurité, la santé et la vie de ses populations.

Or toute la question est là, la Sar elle-même n'obéit à aucune autre logique que celle de faire le maximum de profits, quoi qu'il puisse en coûter à l'économie du Sénégal, à la sécurité et à la santé de ses populations.

**Cette situation met la Sar dans une posture telle qu'elle prend en otage tout un pays. C'est scandaleux et révoltant !**

La SAR arrête l'approvisionnement de la SENELEC en produits pétroliers ;

La SAR arrête l'approvisionnement des ICS en produits pétroliers

La SENELEC coupe le courant aux ICS, aux Mairies, aux communautés rurales qui ne paient pas, mais aussi aux populations qui paient.

Voilà le spectacle affligeant qu'offre le pays sous le règne des multinationales.

### La situation de pillage du Sénégal par la SAR

Spécialisée dans l'importation, le traitement et la commercialisation des produits pétroliers, la Sar est classée au premier rang des sociétés nationales, avec 260 à 274 Milliards de chiffre d'affaire, employant 260 permanents.

Mais paradoxalement, la Sar n'est nationale que de nom, le capital est à majorité (91,4 %) détenu par des multinationales étrangères : Total (54,6 %), Shell (25 %), Mobil (11,8 %). Le reste, 8,6 % à l'Etat représenté par Pétrosen.

A partir de cette réalité qui dure depuis 1963, la Sar tient le produit stratégique de l'énergie entre ses mains et tient le Sénégal à la gorge. Les multinationales qui la composent pillent systématiquement les sénégalais et anéantissent leurs efforts éco-

nomiques, tout en rapatriant l'essentiel des bénéfices tirés de cette exploitation.

Mais la Sar ne s'arrête pas là. Dans les accords qui la lient à l'Etat du Sénégal, il est prévu qu'en cas de pertes survenues dans ses opérations commerciales d'importation et de raffinage des produits pétroliers et d'importation du gaz butane, l'Etat du Sénégal paie ces pertes-là.

C'est ainsi que sur les 36 Milliards que la Sar réclame à l'Etat et qui est, selon elle, à l'origine de ces arrêts d'importation et de fourniture d'hydrocarbures, les 17 milliards représentent des soi-disant pertes commerciales (04 Milliards pour l'activité d'importation et de commercialisation du gaz butane et 13 milliards pour les activités d'importation et de distribution des autres produits pétroliers). Les 19 milliards restant concernent la subvention liée au gaz butane.

Ainsi, non seulement les multinationales engrangent des profits énormes sur ce commerce des produits pétroliers, mais elles ne courent aucun risque, car toutes leurs pertes sont supportées par l'Etat.

**Voilà comment ceux qui nous gouvernent, de L.S.SENGHOR à A.WADE, en passant par A.DIOUF ont offert aux sociétés étrangères des contrats léonins pour procéder à une exploitation épouvantable des ressources nationales.**

Ce sont donc ces régimes et les hommes qui les dirigent qui donnent à ces multinationales les moyens de cette exploitation, mais aussi les armes leur permettant d'exercer sur l'Etat des pressions et un chantage ignoble pour rentrer dans leurs fonds, justifiés ou pas.

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui dans les rapports entre la Sar et l'Etat du Sénégal, au point de compromettre l'économie du pays, la sécurité et la santé des populations.

**C'est dire qu'une telle société ne doit pas être entre les mains de privés, à fortiori entre les mains d'étrangers totalement indifférents au sort des populations. Une telle société s'occupant des produits aussi stratégiques que le pétrole et le gaz doit être propriété publique, patrimoine national, domaine de souveraineté nationale.**

Et à chaque fois les gouvernants s'agenouillent devant ces multinationales et paient rubis sur ongle, malgré leurs protestations verbeuses. Ainsi la Sar vient de récolter 19 milliards, en attendant de se faire payer le reste.

C'est la même pression, le même chantage scandaleux qu'exercent les institutions internationales,

FMI et Banque Mondiale dans tous les domaines sur les gouvernants.

Il en est ainsi des menaces de la BM contre l'Etat quant à la loi sur la taxe spécifique sur les huiles raffinées importées. Une taxe faite pour protéger la Sonacos.

Il en est de même lorsque la Senelec a réussi à se doter d'une nouvelle centrale, par ses propres moyens, la BM a menacé d'arrêter ses programmes dans le pays, si l'Etat n'accédait pas à sa demande de faire gérer la nouvelle centrale par un organisme étranger. Ce que l'Etat malgré ses renâclements a largement accepté.

C'est dire que le Sénégal est sous la férule des multinationales et des institutions internationales qui procèdent à un pillage organisé, systématique, dans tous les domaines pouvant générer du profit. C'est de cette logique que procède la politique de privatisation de nos sociétés les plus rentables : Sonatel, Sncs, Sonacos, Sde, Sodéfitex, etc.

Et nos gouvernants acceptent et courbent l'échine, s'ils ne se font pas simplement les chantres de ces politiques néolibérales qui appauvrissent les masses populaires quand elles ne les tuent pas. En échange de leur docilité, ceux qui nous gouvernent ont la possibilité de recevoir des miettes, de piller les sociétés et caisses de l'Etat, de transférer l'argent à l'étranger dans les banques des multinationales qui se chargent de les protéger à leur tour. **C'EST LE CONTRAT TACITE ENTRE LES PILLEURS ETRANGERS ET LES PILLEURS NATIONAUX.** C'est comme cela que fonctionne la politique de domination impérialiste.

Le Rta-S lance un appel vibrant à tous les patriotes, à tous les démocrates pour qu'ils relaient la campagne de sensibilisation et d'information pour faire connaître la vérité aux masses populaires, pour l'organisation, la mobilisation et la lutte contre ces politiques désastreuses porteuses de tous les dangers. Les pénuries vont se répéter et vont provoquer la multiplication des délestages, la fermeture de sociétés, le licenciement des travailleurs, la hausse du coût de la vie, tant que le Sénégal reste l'otage des multinationales et des institutions internationales. **Plus que jamais, nous devons lier la campagne contre le train de vie de l'Etat à la campagne contre le pillage de notre pays.**

*Dakar, le 22 Mars 2006*

*Le Secrétariat Politique*



**Intervenez sur le forum LA JEUNE GARDE ML**

[forum.aceboard.net/25645](http://forum.aceboard.net/25645)

## MAROC : SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES

**Union Nationale des Etudiants du Maroc - Voie Démocratique basiste Section d'Oudja**

**Communiqué à l'intérieur de la prison civile d'Oudja.**

**Nous commémorons le deuxième anniversaire de notre détention dans les prisons du régime réactionnaire après notre condamnation qui se situe dans un contexte de répression politique contre notre organisation syndicale l'Union Nationale des Etudiants du Maroc.**

Le combat héroïque et continu mené par les masses estudiantines au sein de leur syndicat UNEM et à leur tête la Voie Démocratique Basiste (Nahj Dimocarti El Kaâidi) s'est manifesté par l'interruption des cours pendant trois mois et a abouti à l'interruption de la première session des examens du 12 novembre 2004.

Ces luttes contre les projets de réformes universitaires reflètent la conscience massive des étudiants contre la nature de classe de ces projets ainsi que leur aspect sélectif.

Face à la résistance héroïque des masses, les forces obscurantistes ont été impuissantes et n'ont pu briser la lutte combative, même en utilisant des formes de terrorisme sur les étudiants. Face à leur impuissance et à l'échec de ces tactiques, les forces de l'ordre, PG, DST, RG, ont encerclé l'enceinte universitaire et sont intervenues par la violence pour semer la terreur dans les facultés et obliger les étudiants à passer les examens. Face à la résistance des étudiants, le régime a utilisé les gaz lacrymogènes et les balles en caoutchouc.

Plus de 200 étudiants ont été arrêtés le jeudi 12 février 2004, parmi lesquels 7 militants ont été présentés au tribunal pour être condamnés à 6 mois de prison. Quant à moi, ils m'ont condamné à 2 ans

de prison ferme au tribunal de première instance.

Le 25 mars 2004, un appel a été lancé au tribunal d'Oudja pour relâcher quelques militants : Oudris Kamal, Sami Mounaïm, Souffyan Belkasmi, Abdelahk El Aâssib, Mohamed Aghssay, Elyasse Badaoui.

Suite aux condamnations le régime a entamé des poursuites judiciaires et une surveillance policière contre les militants basistes (voie démocratique basiste). Deux militants, Hurgij Houssein et Idris Omar ont été arrêtés lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2004. Le premier camarade a été condamné à 1 an 1/2 de prison ferme, l'autre camarade a été condamné à 6 mois et relâché après appel auprès du tribunal d'Oudja.

La commémoration de notre détention se situe dans un contexte international qui se caractérise par une intense offensive de l'impérialisme mondial et en particulier des Etats-Unis contre les peuples de la planète afin de les exploiter, en utilisant différentes formes : guerre coloniale directe en Irak et en Afghanistan, embargo économique contre Cuba et la Corée du nord. Ces attaques se font sous des slogans du style : « diffusion des valeurs de la démocratie libérale », « lutte contre le terrorisme », « guerre préventive ». Cela se fait dans les conditions où l'appui de l'impérialisme à l'entité sioniste est apparent et avec la bénédiction des régimes réactionnaires arabes contre la cause palestinienne.

Dans le même sens, le régime réactionnaire anti-démocratique, anti-national et anti-populaire ne cesse d'approfondir son alignement et sa dépendance structurelle vis-à-vis de l'impérialisme et de continuer à porter atteinte à tous les acquis sociaux

arrachés par les masses populaires qui souffrent. Cela se fait à travers l'application d'un ensemble de plans de classe : « Moudawana Achrel » (code du travail) », le « pacte national d'éducation et de formation », le « code de la famille », la « loi des partis », la « loi anti-terroriste », la « loi d'organisation de la grève ». Tous ces plans sont dictés par les institutions impérialistes comme la banque Mondiale, le Fonds Monétaire International sous les slogans de « projet de démocratisation et de modernisation », de « rupture avec le passé », de « justice et de réconciliation (Insaf Oulmosalaha) ». Ces derniers nouveaux slogans étant soutenus par les forces réformistes et révisionnistes.

Face à toutes les formes d'oppression et de terrorisme exercées par le régime en place contre les masses populaires ainsi que les masses estudiantines, nous appelons à maintenir les revendications légitimes et à lutter contre le projet de réforme universitaire dans la perspective de créer les conditions de la lutte générale.

En nous inspirant du sens de notre détention comme question politique de classe, nous proclamons devant l'opinion nationale et internationale nos engagements suivants :

- **La libération immédiate et sans conditions des détenus politiques.**
- **Notre attachement au programme transitoire (Bernamaj El Marhali).**
- **Notre attachement à l'UNEM, seul représentant légitime de tous les étudiants marocains.**
- **Notre attachement à un enseignement populaire, démocratique, laïque et unitaire.**
- **Notre attachement à nos revendications justes et légitimes : inscription au 3<sup>ème</sup> cycle, récupération des objets perdus lors des perquisitions et arresta-**

**tions, droit d'avoir et de récupérer la carte d'identité nationale.**

- **Notre solidarité inconditionnelle avec la camarade Maria Charaf, épouse du martyr Amine Tahani, contre les menaces du régime après l'introduction de la plainte déposée par son fils contre l'Etat marocain concernant une enquête sur la vérité du décès de son père à Derb Moulay Chrif le 06/11/1985.**
- **Notre solidarité inconditionnelle avec les familles des disparus.**
- **Notre solidarité inconditionnelle avec le droit à l'autodétermination politique du peuple sahraoui et à créer son Etat national indépendant.**
- **Notre solidarité avec les prisonniers politiques sahraouis ainsi que leur cause.**
- **Notre solidarité avec les mouvements de libération nationale et la lutte des peuples irakien et palestinien.**
- **Nous dénonçons les conséquences de ce qu'on appelle « justice et réconciliation » qui visent à enterrer la mémoire militante du peuple marocain.**
- **Nous dénonçons les forces obscurantistes.**
- **Nous dénonçons l'alliance de l'impérialisme, du sionisme et de la réaction.**
- **Nous dénonçons les condamnations des militants basistes de l'organisation Voie Démocratique Basiste.**
- **Vive la résistance de la classe ouvrière !**
- **Vive la Voie Démocratique Basiste ligne de la lutte progressiste et indépendante !**
- **Gloire éternelle à tous les martyrs du peuple marocain !**
- **Gloire éternelle à tous les martyrs basistes !**

Comme le dit le grand poète palestinien Mahmoud Darwiche :  
« Quand on commence au petit vent, on continue au grand vent »

signatures : BOUTAÏEB Mohamed  
Les détenus politiques de la prison civile d'Oudja  
N° de détention 59201

Traduit par les militants révolutionnaires, progressistes d'El Bernamj El Marhali - Voie démocratique basiste

Le Collectif Militant Communiste a apporté à la traduction quelques retouches qui n'affectent pas le contenu.

## 48 CONGRES DE LA CGT : AFFIRMATION D'UNE OPPOSITION SYNDICALE DE LUTTE DE CLASSE

Le 26 avril à l'appel de l'USTM CGT Flandres Douaisis, s'est tenu dans la cour intérieure de la Bourse du travail de Lille un Meeting d'opposition à la ligne de liquidation de la CGT de lutte de classe imposée par Bernard Thibault et ses soutiens réformistes dans la confédération. Plus de 300 militants étaient présents, venus d'autres régions de France ( Hérault, Lorraine ) et d'autres fédérations ( chimie, enseignants...).

Les orateurs, dont un responsable national des métallos, R. Pelletier, ont dénoncé l'absence de démocratie dans le Congrès, ont valorisé la victoire de la jeunesse contre le CPE, dénoncé les manoeuvres récupératrices des directions syndicales et « parce que l'arbre ne doit pas cacher la forêt » montré les limites du retrait du CPE et démasqué le triomphalisme comme un moyen d'occulter toutes les défaites

antérieures ( EDF-GDF, retraites générales et fonction publique , CNE etc...etc... ) à mettre au passif de la ligne réformiste du "syndicalisme rassemblé"

Un représentant des étudiants a affirmé la nécessité de poursuivre la mobilisation et de l'unité entre le mouvement de la jeunesse et les luttes des travailleurs

Le meeting qui a duré deux heures s'est terminé sur l'annonce que d'autres initiatives seront prises au niveau national pour combattre l'orientation réformiste de la direction de la CGT. **Une motion - pétition a été lancée, que nous allons populariser et appeler à signer et le meeting s'est terminé par une puissante INTERNATIONALE.**

**Bravo aux métallos de l'USTM Flandres Douaisis!**

**Faisons connaître leur courageux combat de classe partout en France!**

**Ci-joint la MOTION du MEETING CGT du 26 Avril 2006 à Lille, l'intégralité de la motion pétition se trouve sur notre site internet.**

*Pendant neuf semaines, les étudiants et les lycéens ont mené une lutte courageuse et déterminée contre la précarisation et la paupérisation, en em-*

*ployant les mots d'ordre «résistance et retrait ». Les blocages et occupations, les manifestations ont conduit au retrait du CPE.*

*C'est une belle 1ère victoire, qui doit se poursuivre pour l'abrogation définitive du CNE, l'abrogation définitive de la mal nommée Loi Borloo sur l'« égalité des chances », l'abrogation définitive de la Loi Sarkozy sur l'immigration, et l'abrogation définitive de toutes les lois rétrogrades et antisociales...*

*Par millions, étudiants, lycéens, salariés, retraités, chômeurs et sans papiers...ont manifesté dans l'unité de lutte et sur la convergence des revendications.*

*Des millions d'heures de grève ont été comptabilisées dans, tous les secteurs et surtout dans la production.*

*Voilà ce qui a fait céder le gouvernement et son donneur d'ordres qu'est le patronat et le grand capital.*

*En continuant le combat sur nos légitimes revendications, la victoire est à portée de main.*

*La jeunesse a montré la voie, elle est restée debout, malgré les pressions, malgré la répression, elle a tenu jusqu'à sa victoire et le retrait du CPE.*

*La convergence des luttes, l'unité de combat, sur la base de nos revendications trop longuement ignorées et la victoire sur le CPE, nous encouragent à créer toutes les conditions pour construire les bases d'une grève générale, seule solution pour contraindre gouvernement et patronat à répondre à nos exigences revendicatives.*

*Gouvernements et patronat, qui depuis 30 ans, n'entendent pas, ne voient pas, ignorent la colère et le ralbol général des travailleurs face à la misère qui s'instaure, face à l'insécurité sociale, face à la régression...*

*Le fossé entre riches et pauvres n'a jamais été aussi large. Les intérêts des exploités et ceux des exploités sont de plus en plus opposés. L'économie doit être au service de l'homme et pas l'inverse! Il est donc tout à fait possible de répondre à nos exigences, il s'agit simplement d'être au service du peuple, et non pas d'accompagner les besoins du capital, c'est un choix qu'il faut défendre, une société qu'il faut gagner*

**VIVE LE PREMIER MAI REVOLUTIONNAIRE  
INTERNATIONALISTE !**

Téléchargez notre tract sur le site [www.militcom.org](http://www.militcom.org)